



**Inventaire des Zones Humides**  
**Compte-rendu du comité territorial « LOISE - COISE »**  
**22 janvier 2013**

**Personnes présentes**

ROUVIERE Jean-Marc – DDT69  
RIEUX Bernard – FDAAPPMA 42  
FARGIER Julie – Conseil Général de la Loire  
GUENEAU Sandrine – Fédération départementale de la Chasse 42  
BRIDE François – Fédération départementale de la Chasse 69  
PIOT Yves – SIMA Coise  
ROUSSET Louis – Elu SIMA Coise – Conseiller communautaire CC Forez en Lyonnais  
CHASSIN Robert – Elu SMAELT – Vice-président CC Feurs en Forez  
FAURE Christian – Vice-président CC des Collines du Matin  
GAUMOND Anne-Sophie – SMAELT  
CHAIZE Aurélie – CC Chamousset en Lyonnais  
MANGAVEL Yves – DDT42  
GRAYEL Hubert – Chambre d'agriculture de la Loire  
GRIVOT Didier – Chambre d'agriculture de la Loire  
ROMEYER Jean-Damien – Chambre d'agriculture du Rhône  
CELLIER Maurice – Conseiller délégués - Conseil Général du Rhône  
BELLOC Angélique – CESAME  
DUBOIS Fabrice – Conseil Général de la Loire  
BILLAUD Fabien – Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes

**Personnes Excusées**

BLANCHON Julien - CRPF  
GOUX Mylène – ONF  
PENAUD François – Agence de l'Eau Loire-Bretagne  
MARTINET Alain - REGION Rhône-Alpes  
CARRIO Jean-Luc – DREAL Rhône-Alpes  
DIENG Marie-France - CCI de Saint Etienne - Montbrison



**Contexte :**

Le Conseil général de la Loire a lancé un inventaire des zones humides du département de la Loire et du territoire du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes. La prestation a été confiée au bureau d'études CESAME et bénéficie de l'appui technique du Conservatoire d'Espaces Naturels Rhône-Alpes (CEN Rhône-Alpes).

La Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE a validé la démarche d'inventaire en juin 2012. Celle-ci prévoit une animation locale par bassins versants ou groupes de bassins versants, sous la forme de 10 Comités territoriaux qui se réuniront chacun à 2 reprises au cours de l'inventaire (fin de l'étude prévue en 2014).

**La présentation se déroule en trois temps :**

Fabrice DUBOIS (CG42) présente le contexte de l'étude, les objectifs et la gouvernance ;  
Fabien BILLAUD (CEN RA) présente une définition des zones humides ;  
Angélique BELLOC (CESAME) présente la méthodologie de l'étude et le calendrier.

La présentation est téléchargeable sur le site internet du Conseil général de la Loire : [www.loire.fr/](http://www.loire.fr/) et celui du SAGE Loire en Rhône-Alpes : <http://sage.loire.fr>

**Les réactions :***En lien avec la connaissance préalable sur le territoire :*

En complément du diaporama, le SIMA Coise souligne l'existence sur son territoire des données du Conseil Général du Rhône et de celles issues des prospections du CEN Rhône-Alpes en 2012. Le CEN et CESAME soulignent que ces données seront effectivement prises en compte et complétées par des investigations de terrain là où elles s'avèrent nécessaires.

*D'une manière générale :*

Le Conseil Général rappelle que l'inventaire ne concerne que les zones humides supérieures à 1 hectare. En complément, le Conseil général soutient financièrement depuis 2013 les syndicats de rivières qui souhaiteraient réaliser un inventaire des zones humides <1ha.

Il est rappelé que la réglementation sur les zones humides s'applique, inventaire ou non. Néanmoins, la présence dans l'inventaire d'une zone humide renforcera sa prise en compte notamment dans les documents d'urbanisme (PLU,...). La cartographie qui résultera de l'inventaire n'a pas valeur de délimitation réglementaire ; si des aménagements sont prévus sur des zones humides, les services de l'État demanderont une délimitation plus précise au pétitionnaire (végétation et sol).

Pour être précis, les activités ou travaux d'assèchement, mise en eau, imperméabilisation et remblaiement de zone humide sont soumis à déclaration de 0.1ha à 1ha. Ils sont soumis à autorisation au dessus du seuil d'1ha. Tout projet concerné par cette législation doit constituer un dossier d'étude d'incidences. C'est un document administratif qui contraint le porteur d'un projet à évaluer les conséquences négatives de son projet sur l'environnement afin de proposer les mesures aptes à les prévenir. Dans cette étude figurent un état initial du site et de son environnement, une description du projet, une analyse des conséquences prévisibles de ce projet, ainsi que des propositions de mesures visant à éviter, réduire voire compenser les

atteintes environnementales. Cette étude est soumise à l'avis des différents établissements publics et administrations concernés.

#### En lien avec les activités agricoles :

La Chambre d'agriculture rappelle l'importance que la profession soit bien représentée lors de ces comités (il manque par exemple les syndicats agricoles). Il est important de bien communiquer sur ce sujet délicat pour eux et également d'informer au plus près du terrain, notamment les agriculteurs. Bien informer également sur les conséquences de la présence d'une zone humide sur une exploitation agricole.

Le Conseil général précise que pour les 10 comités, la Chambre d'agriculture et l'ensemble des Comités de développement agricoles ont été systématiquement invités. Il sera nécessaire de compléter l'information notamment pour les syndicats agricoles et dans la presse spécialisée (Paysans de la Loire). La Chambre précise qu'elle sera présente à tous les comités pour porter son message.

La Chambre d'agriculture exprime également son sentiment de double peine : lors d'urbanisation consommatrice de foncier agricole et de zones humides, les mesures compensatoires sur les zones humides se mettent en place à nouveau sur du foncier agricole. A cela s'ajoutent toutes les autres contraintes environnementales déjà existantes.

CESAME précise que pour assurer la communication, une fiche d'information sera mise à disposition des communes pour un affichage en mairie, et qu'un article sera proposé pour rejoindre différents supports presses : paysans de la Loire, revue de la fédération de chasse, lettre des comités de développement, journaux intercommunaux (communauté de communes, syndicat de rivière...). Compte-tenu de l'envergure de l'étude, il n'est pas possible de prévenir tous les propriétaires, les exploitants...

Toutefois, CESAME rappelle également que les chargés d'études missionnés pour les investigations de terrain ont pour habitude d'aller à la rencontre des exploitants se trouvant à proximité des sites prospectés et d'expliquer la démarche engagée.

Les chargés d'études réaliseront également le parcours de terrain en possession d'une lettre de missions pour justifier leur accès aux propriétés privées.

#### En lien avec les PLU :

La DDT69 demande comment les communes doivent intégrer les zones humides dans leur PLU si la connaissance est nulle ? Une étude préalable doit être organisée, d'ailleurs le SAGE invite fortement les communes à aller en ce sens. Il est par ailleurs rappelé que cet outil d'inventaire n'apportera qu'une connaissance partielle aux communes de la zone d'étude (ZH>1ha) ; un premier état des lieux qu'il sera donc nécessaire de compléter pour une vision d'ensemble à l'échelle de leur territoire.

#### En lien avec les plans d'eau artificiels :

Pour ces cas particuliers, l'inventaire s'intéressera à la végétation. La DDT42 précise que pour les retenues collinaires, la réglementation (assèchement ou mise en eau) ne s'applique pas, n'étant pas considérées comme une zone humide.

#### En lien avec la notion de drainage :

La FDAAPPMA 42 insiste sur le fait de bien préciser ce qu'on entend par « drainage ». La DDT42 précise que le drainage et l'assèchement sont 2 notions différentes. Pour l'assèchement,

la réglementation s'applique dès 0.1ha. Pour le drainage, la réglementation s'applique à partir de 20ha pour une déclaration et 100ha pour une autorisation.

En lien avec le seuil de 1ha :

Le seuil de 1ha a été sélectionné car il correspond réglementairement au seuil « d'autorisation » administrative mentionné avant. Aussi, étant donné la grande étendue de l'inventaire (377 communes), un seuil plus bas aurait considérablement alourdi le travail ce qui n'était pas possible techniquement et financièrement. Enfin, ce seuil correspond souvent à celui sélectionné par d'autres inventaires départementaux en région Rhône-Alpes ; la Loire étant actuellement le seul département à ne pas bénéficier d'inventaire zones humides.

Les zones humides <1ha ne feront pas l'objet de prospection dans le cadre de cet inventaire départemental, seulement, la connaissance si elle est disponible sera valorisée. Pour les cas de situation de petites zones humides en chapelet, CESAME aura une analyse spécifique.

Le SIMA Coise souligne l'importance de prendre en compte les chapelets de zones humides proches de l'hectare. CESAME précise que cela sera possible pour des cordons de ripisylve ou de prairies, mais trop chronophage pour les zones très ponctuelles (réseau de source par exemple).

Au final une seule base réunira les ZH > et < 1ha.

Le SMAELT rappelle que les enjeux sont aussi forts pour les zones humides < 1ha. Il affirme que la communication sur cet inventaire devra être adaptée pour que les communes notamment se sentent concernées par l'ensemble des zones humides, y compris celles < 1ha.

Le CEN confirme que toutes les zones humides représentent un enjeu, et que certains territoires comme le Jarnossin, profitent de la dynamique actuelle pour se lancer dans un inventaire des zones humides <1ha.

La Chambre d'agriculture du Rhône invite à être vigilant sur les méthodologies utilisées, l'intégration d'informations sans prospection ni validation peut poser problème.

En lien avec des travaux à proximité des zones humides :

La FDC 42 rappelle que des travaux à proximité des zones humides peuvent avoir des effets importants sur celle-ci (pollution, diffusion d'espèces invasives...). La DDT42 précise que cela est à voir au cas par cas, l'inventaire n'est qu'un outil d'alerte

En lien avec les ZHIEP et ZSGE :

Ces zonages, s'ils doivent exister, seront définis par le Préfet de département. Ce dispositif n'a jamais été mis en place en France ; L'outil ZHIEP s'inscrit dans une démarche volontaire (type MAET), alors que l'outil ZSGE est plus lourd, pouvant aller jusqu'à des servitudes comme pour certain captage d'eau. Parallèlement aux démarches réglementaires, la préservation des zones humides peut passer également par des démarches contractuelles.

L'environnement/contexte de la zone humide sera un critère important, à priori les critères seront suffisamment renseignés et détaillés dans Gwern pour permettre la mise en œuvre.

En lien avec l'évolution de l'outil :

L'inventaire ne sera pas figé, il continuera à évoluer en lien avec la connaissance sur ces milieux. La cartographie sera mise en ligne. Si des inventaires de zones humides <1ha se concrétisent via les contrats de rivière, communes, intercommunalités..., la donnée pourra être valorisée dans cet outil.

En lien avec l'échelle de l'inventaire :

Le rendu de l'inventaire sera au 25 000<sup>e</sup>, la cartographie sera imprécise pour les PLU, mais suffisante ; Dans tous les cas, la cartographie de l'inventaire n'est qu'un outil d'information, et d'alerte. La délimitation précise restera indispensable en cas de projet et pourra s'avérer nécessaire dans certains secteurs lors de l'élaboration du zonage du PLU (ex : zone à urbaniser pressentie située en toute ou partie dans une enveloppe cartographiée comme zone humide dans le cadre de l'inventaire).

En lien avec la Taxe Foncière sur les propriétés Non-Bâti (TFNB)

La TFNB peut être exonérée pour les zones humides sous certaines conditions. La DDT42 fait état de très peu de cas actuellement, mais l'inventaire stimulera peut-être cet avantage fiscal.